

JUSTICE SOCIALE

CLIMAT

ENVIRONNEMENT

DÉMOCRATIE

ÉCONOMIE...

LE MOUVEMENT DEMAIN
VEUT CONSTRUIRE
UNE AUTRE WALLONIE,
AVEC VOUS.

NOS CANDIDAT·E·S

EFFECTIFS

1	Grégory LUCAS	●
2	Doriane DETOURNAY	●
3	Xavier ARNOULD	●
4	Marie-France LHOIR	●
5	Manuel LUCAS	●

SUPLÉANTS

1	Lucette ROYEZ	●
2	Alexis LUCAS	●
3	Noëlla BOISDEQUIN	●
4	Dimitri ALAIME	●
5	Karine TAKIZALA	●

ENSEMBLE, ENVOYONS UN·E PREMIER·ÈRE DÉPUTÉ·E
ÉCOSOCIALISTE AU PARLEMENT DE WALLONIE !

Des questions, des remarques ?

Vous pouvez nous contacter :

- par téléphone au 0456 13 00 80
- par courriel à contact@mouvement-demain.be
- via notre site mouvement-demain.be/contact

 MOUVEMENTDEMAIN

 MOUVEMENTDEMAIN



FSC
Editeur responsable : P. Ephen 138 rue Charlemagne 4020 Liège
Imprimé localement sur du papier issu d'une forêt gérée de façon durable
Ne pas jeter sur la voie publique

ENVIE...

LISTE 27

D'UNE ÉCOLOGIE + ROUGE

D'UN SOCIALISME + VERT

D'UNE DÉMOCRATIE + PARTICIPATIVE

Xavier ARNOULD

Grégory LUCAS

Manuel LUCAS

Dimitri ALAIME

Alexis LUCAS

Karine TAKIZALA

Noëlla BOISDEQUIN

Lucette ROYEZ

Marie-France LHOIR

Doriane DETOURNAY

VOTEZ POUR DES IDÉES, PAS POUR UN VISAGE !

DÉCOUVREZ LA POLITIQUE EN 3D
• ÉCOLOGIE • SOCIALISME • DÉMOCRATIE



OÙ VA LA WALLONIE ?

Au-delà des « bonnes » paroles sur le rebond économique de notre Région, la Wallonie présente depuis de nombreuses années une situation économique compliquée qui se traduit, notamment, par un taux de chômage qui demeure très élevé.

La répartition des richesses est de plus en plus inégalitaire. Aujourd'hui, un Wallon sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et de nombreuses personnes, y compris des travailleurs, ont du mal à s'en sortir financièrement.

Notre Région souffre de difficultés spécifiques liées à la transition de son économie. Longtemps basée sur une industrie lourde, elle a été particulièrement touchée par les conséquences de la mondialisation et les délocalisations. Aujourd'hui l'économie wallonne est principalement basée sur un

tissu de PME/TPE mais rares sont celles qui deviennent de grands pourvoyeurs d'emplois.

Notre Région dispose aussi d'un potentiel humain et de ressources peu employés. Mais le Gouvernement wallon a totalement abdicqué l'idée de mettre l'économie au service d'un projet de société, y compris avec les Plans Marshall. Il s'est contenté de soutenir des secteurs existants, voire de favoriser le développement d'activités qui ont un impact environnemental négatif (comme la logistique par camion et par avion).

Changer de cap nécessite de s'attaquer aux fondements de la société actuelle. Ceci réclame une réelle rupture en termes de productivisme, de justice sociale, et de démocratie réelle.

1 • JUSTICE SOCIALE

Le droit au travail est la mère de toutes les batailles. Nous proposons d'instaurer une "zone zéro chômeur" de longue durée à l'échelle de la Région.

Le concept ? Créer des entreprises à vocation d'emploi, engageant des demandeurs d'emploi volontaires et lançant une activité de service à partir de leurs compétences. Sur le modèle des titres-services, en additionnant les différents types d'aides à l'emploi, les allocations sociales et la quote part versée par les usagers des services, ce mécanisme permet une réinsertion sur base d'un salaire minimum garanti. On valorise les savoirs de chacun.e et offre de nouveaux services à la collectivité.



Pour financer ces priorités, nous souhaitons une fiscalité progressive et axée moins sur le travail et davantage sur le capital.
Sur ce point et bien d'autres, retrouvez notre programme complet sur mouvement-demain.be/regionales2019

NOS PRIORITÉS

2 • DÉMOCRATIE RÉELLE

La défiance à l'égard des politiques est énorme. Le Parlement compte très peu d'ouvriers, de jeunes, et à peine 40% de femmes. Nous proposons de créer, à côté du Parlement élu, une seconde Chambre tirée au sort.

L'objectif ? Permettre une réflexion de long terme, imposer une réelle représentativité semblable à la composition de la population, hors des intérêts privés et de parti. C'est possible, une expérience est menée en ce sens en Communauté germanophone.

3 • TRANSITION

Très souvent, Chaque gouvernement commence par défaire ce qu'avait fait le précédent. Le secteur privé ne s'engage que dans ce qui est rentable à court terme.

La transition réclame des actions résolues sur 20 ou 30 ans. Nous proposons de créer des régies ensemblières chargées des priorités majeures dont la pénurie de logements et l'isolation massive du bâti existant ; l'autonomie énergétique via la production, le stockage et la distribution bidirectionnelle d'énergies renouvelables.

Le concept ? Seule une structure publique (sur le modèle paritaire de l'ONSS) coordonnant une série d'acteurs (publics et privés) permettra de penser à long terme.

4 • GRATUITÉ

L'accès universel à la mobilité, à l'eau, ou à l'électricité est mis à mal par des inégalités sociales croissantes. Nous voulons tendre vers la gratuité (c'est à dire la socialisation des coûts) des besoins de base.

Le principe ? Une tarification beaucoup plus progressive (prenant en compte la composition de famille), comprenant la gratuité pour les premiers m³ d'eau et kWh d'électricité (ou équivalent gaz), les transports en commun, et un service bancaire de base.

Qui sommes nous ?

Notre mouvement porte un projet politique nouveau, l'écossocialisme. Nous souhaitons rompre avec le productivisme, et puiser dans le meilleur des racines démocratiques du libéralisme des Lumières, du socialisme de Marx et de l'écologie politique.

Nous nous dénommons « Demain » parce que nous souhaitons porter un message positif, celui d'un changement de cap indispensable et possible dès demain.

